

Le biennat rectificateur (noir)

La droite s'organisa en 1933, quand José María Gil Robles parvint à rassembler dans la **CEDA**, autour de l'*Acción Española*, plusieurs autres formations (*Droite régionale valencienne, agraristes, parti républicain conservateur*, etc.). Il mit sur pied une coalition électorale qui manquait d'homogénéité et la participation des agrariens, parti de classe, hypothéquait tout engagement authentique de la CEDA en faveur de la réforme agraire.

Le retrait des socialistes du gouvernement Azaña et la non-participation aux cabinets de transition formés à l'appel du président de la République porteront un coup fatal à la gauche républicaine. La première dissolution des Cortès, en octobre 1933, fut suivie d'une **large victoire de la droite aux élections du 19 novembre, amplifiée par l'effet pervers de la loi électorale**. Cette loi électorale instituait un scrutin de liste pour chaque province d'Espagne à laquelle était attribué un certain nombre de députés, en fonction de sa population. Si une liste (de coalition ou non) obtenait la majorité absolue (51 % par exemple), elle raflait 80 % des sièges, les autres étant répartis à la proportionnelle.

Les consignes d'abstentions des anarchistes, tenant de la politique du pire au motif qu'un gouvernement «réactionnaire» rendrait plus facile l'appel à la révolution, **avaient aussi exercé une influence notable**.

Le taux de participation s'éleva à plus de 67 %. La droite obtint 242 sièges, dont 115 pour la CEDA, devenue le premier parti des Cortès. La gauche n'en avait plus que 99, dont 58 pour le PSOE. Le parti communiste espagnol obtenait son premier député. Le centre, où dominaient les radicaux de Lerroux, avait 131 sièges. À partir de ce scrutin, le système politique de la République espagnole se dérégla complètement et l'on donne le nom de *bienio negro* à la période 1933-1935.

Au lendemain des élections, Alcalá Zamora eût dû, en dépit de son inimitié à l'égard de Gil Robles, imposer la présence de la CEDA dans le nouveau gouvernement, mais il préféra qu'il fût dirigé par le radical Lerroux. Mais lorsqu'il se résigna à **l'entrée**, déjà tardive, **de trois ministres de la CEDA dans le gouvernement en octobre 1934**, cela fut considéré par certains secteurs comme une «provocation» et **déclencha un mouvement de révolution**, montrant que les institutions républicaines n'étaient ni comprises ni acceptées.

Le **6 octobre 1934**, le président du gouvernement autonome de Catalogne, **Lluís Companys, proclamait un "Etat catalan dans le cadre d'une République fédérale d'Espagne" inexistante**. Dix heures et des dizaines de morts plus tard, il se rendait. Quand il lance sa proclamation, les partis de gauche ont déclenché une **"grève générale révolutionnaire"** pour protester contre l'entrée au gouvernement de trois ministres d'une coalition de partis de droite, la CEDA.

"Catalans ! s'écrie-t-il depuis le balcon de la Generalitat, le siège du gouvernement catalan, (...) En cette heure solennelle, au nom du peuple et du Parlement, le gouvernement que je préside assume tous les pouvoirs en Catalogne, proclame l'Etat Catalan de la République fédérale espagnole, et pour établir et renforcer les relations avec les dirigeants de la protestation générale contre le fascisme, les invite à établir en Catalogne le gouvernement provisoire de la République".

La réponse du gouvernement ne se fait pas attendre. Le commandant militaire en Catalogne, le général Domingo Batet, refuse de se mettre sous les ordres de la Generalitat et après avoir consulté le chef du gouvernement à Madrid, proclame l'Etat de guerre. Un fantassin tombe sous les balles d'un milicien, l'armée répond au canon. Les affrontements dans la nuit feront entre 46 et 80 morts, selon les historiens. A 6H00 du matin le 7 octobre, 10 heures après la proclamation, Companys annonce sa reddition au général Batet. Il est arrêté avec son gouvernement et plusieurs députés. Leur photo derrière les barreaux fera le tour du monde. Le 14 décembre, une loi suspend indéfiniment l'autonomie de la Catalogne.

Sur le terrain social, **les conflits du travail furent nombreux et importants en 1934**, année où le plus grand nombre de journées de travail furent perdues. Pourtant la production était partie à la hausse, avec en prime, l'excellente récolte céréalière de 1934, égale à celle de 1932, et un léger recul du chômage. Pour sa part, l'extrême gauche multipliait proclamations fracassantes et incidents.

Le 5 octobre 1934, une grève d'ouvriers des mines éclate dans le nord-ouest de l'Espagne et se transforme en véritable révolution. Pendant quinze jours, la république asturienne défie l'État espagnol – avant de se clôturer dans le sang. Dans le bassin minier des Asturies, le travail est complètement arrêté et les chemins de fer ne circulaient pas. À Oviedo, des mitrailleuses ont été mises en batterie sur la place de la République et des troupes sont attendues venant d'Astorga ; on attendrait même des avions.

D'autres signes inquiétants étaient perceptibles. **Plusieurs formations d'extrême droite de création récente affirmaient leur volonté de renverser la République par la violence**; à cet égard, l'événement le plus important fut la fusion du groupe de Ledesma Ramos et de celui d'Onésimo Redondo, qui donna naissance aux **JONS** (*Juntas offensives national-sindicalistes*), dont l'influence demeura cependant limitée à la Vieille-Castille et à Madrid. Enfin, et surtout, le 29 octobre 1933, à Madrid, José Antonio Primo de Rivera définit les aspirations de la Phalange espagnole, mouvement qui fusionna avec les JONS en février 1934 pour former le FE-JONS. Le fils du dictateur prônait la suppression des partis politiques et, sous l'influence du fascisme italien, l'établissement d'un régime corporatiste. La Phalange, qui chercha d'emblée à pénétrer le monde du travail et l'Université, était à l'évidence un mouvement anti-républicain.

Primo de Rivera et José Calvo Sotelo (chef du Bloc national) marquent bien, par leurs options et leurs comportements, la distance qui les sépare de la république.

En septembre et octobre 1934, des insurrections socialistes et anarchistes, planifiées comme coup d'État par leurs chefs, ont lieu dans plus de 20 provinces, entre autres en Catalogne, à Madrid et dans les mines des Asturies. Cette dernière est matée dans le sang par les troupes d'Afrique commandées par le lieutenant-colonel Juan Yagüe. L'entente entre gauche et droite semble de plus en plus impossible: ces événements polarisent les positions et on assiste à une montée fulgurante des extrêmes.

À la suite de divers **scandales politiques**, en particulier celui de l'**estraperlo**, la coalition au gouvernement est rompue. En janvier 1936, quand Gil-Robles, le chef du parti majoritaire, CEDA, demande au Président de la République de l'appeler pour former un nouveau gouvernement, le président Alcalá-Zamora préfère dissoudre les Cortès.

La situation débouche sur les dernières élections d'un parlement au bord du précipice.